

devant nos tribunaux ont démontré que plusieurs représentants du peuple n'ont pas été réellement élus par ce dernier; mais qu'ils doivent leur élection à des manœuvres frauduleuses, ou à la mise en fonction d'une certaine machine électorale. Cette machine a été mise en mouvement, et le résultat de ses opérations a été le choix des représentants du peuple. On a eu recours à toutes les vilénies concevables pour corrompre l'électorat et neutraliser tout vote honnête jeté dans l'urne. Il est difficile de concevoir toutes les roueries employées pour priver le public du droit électoral honnêtement exercé. De fait, j'aurais honte de mon pays, si je croyais que tout le parti libéral avait participé à la corruption électorale exposée au grand jour durant les derniers six mois. Loin de moi la pensée d'accuser....

L'honorable M. POWER: Mon honorable ami me permettra-t-il de l'interrompre? Il formule présentement des accusations d'un caractère spécial. Sera-t-il assez bon de préciser certains cas dans lesquels les fraudes auxquelles il fait allusion ont été commises?

L'honorable M. LOUGHEED: Je réponds à mon honorable ami qu'il me faudrait prendre une couple de semaines pour pouvoir énumérer les diverses fraudes qui n'ont pas été seulement mises au jour, mais qui ont été prouvées devant les tribunaux durant les trois derniers mois. Je ne voudrais pas dire que tout le parti libéral a participé aux fraudes électorales commises; mais j'affirme sans hésitation qu'il en a profité. J'affirme que non seulement le parti libéral, dans tout le Canada, en a profité; mais aussi que les divers gouvernements provinciaux—ceux qui se sont fait vaincre comme ceux qui sont restés au pouvoir—en ont également tiré un avantage, bien qu'ils aient répudié toute responsabilité relativement à cette violation de notre loi électorale. Dans ces circonstances, il n'est pas surprenant que le parti libéral croit de son devoir de remédier par une législation au mal causé à la réputation de nos hommes publics et de notre électorat par la commission des crimes auxquels je fais présentement allusion.

C'est, en effet, son devoir de légiférer de manière que l'honnêteté puisse prévaloir à

Hon. M. LOUGHEED.

l'avenir dans nos élections politiques, et je suis convaincu que les deux partis politiques s'uniront pour que cette législation soit aussi rigoureuse et parfaite que possible. Le gouvernement ne saurait nier sa propre responsabilité. Comme mon honorable ami (l'honorable M. Power) nous l'a indirectement fait comprendre par la question qu'il vient de me poser, pouvons-nous, un seul instant, concevoir que les bandes de politiciens, de meneurs et de corrupteurs qui ont parcouru le pays d'une extrémité à l'autre depuis quelques années, dont les menées ont été jugées par nos tribunaux, aient agi de leur propre mouvement? Tout homme public intelligent doit comprendre que la "machine" électorale, à laquelle j'ai déjà fait allusion, machine montée par les violeurs de la loi, n'aurait jamais fonctionné d'elle-même. Les politiciens qui la font marcher ont opéré d'après certains plans, d'après certaines combinaisons. Ils ont fait certaines campagnes électorales. Ils ont dépensé non seulement de petites sommes d'argent, mais aussi de très fortes sommes. Par qui ces sommes ont-elles été fournies? Par qui ces plans ont-ils été faits? Qui a conçu ces campagnes? Ce ne sont certainement pas ceux qui ont simplement servi d'instruments pour violer la loi électorale comme elle ne l'avait jamais été auparavant. Les violeurs de la loi ont dû agir sous l'impulsion de certains chefs du parti auquel ils appartiennent. Si mon honorable ami, l'honorable sénateur de Halifax, a lu récemment les journaux de Toronto, il a pu voir cette procession de libéraux défilant pendant des semaines devant le tribunal correctionnel de Toronto, au cours de l'enquête tenue alors. Il a pu lire aussi dans ces journaux les exploits de ces meneurs coupables d'avoir ouvert frauduleusement les boîtes de scrutin pour y substituer ou y introduire de faux bulletins. Il a pu lire aussi dans ces journaux les exploits de ces meneurs chargés d'enseigner aux sous-officiers rapporteurs l'art de faire disparaître les bons bulletins. Il a pu lire aussi dans ces journaux que des amis du gouvernement souscrivaient de temps à autre des fonds pour corrompre les électeurs. Il a pu lire aussi dans ces journaux que des meneurs se sont vantés d'avoir acheté les électeurs par douzaines. Il a pu lire aussi que des voleurs d'élection ont admis qu'ils avaient acheté des districts élec-